

tements des services de l'administration publique. En voici la liste:

Agriculture.	269
Commission de l'aéronautique.	8
Département de l'auditeur général.	9
Commission des vivres.	18
Commission du service civil.	13
Commission de conservation.	20
Douanes et Revenu de l'intérieur.	959
Affaires extérieures.	30
Finances.	37
Secrétaire du Gouverneur général.	2
Chambre des communes.	10
Santé.	5
Affaires indiennes.	136
Immigration et Colonisation.	112
Intérieur.	1,544
Assurances.	1
Justice.	637
Travail.	76
Marine.	158
Milice et Défense.	2,408
Mines.	90
Service Naval.	757
Postes.	5,691
Imprimerie et papeterie.	158
Conseil privé.	16
Travaux publics.	1,122
Chemins de fer et Canaux.	588
Secrétaire d'Etat.	22
Sénat.	12
Rétablissement des soldats et pensions.	7,364
Commission de colonisation militaire.	1,107
Commerce et Industrie.	144
Commission des achats de guerre.	10

Depuis que ces chiffres ont été recueillis, il y a eu 2,000 nominations nouvelles de soldats rapatriés, soit un total général de 25,532 emplois.

En outre, le département du Rétablissement des soldats dans la vie civile a placé plus de 129,000 hommes dans différentes positions indépendantes des services administratifs de l'Etat.

A la fin de l'année, les écoles d'enseignement professionnel relevant du département du Rétablissement des soldats dans la vie civile, instruisaient 12,327 soldats, tandis que 11,223 hommes recevaient un enseignement dans les différentes industries du pays.

44,278 soldats ont demandé des fermes au département du placement agricole des militaires, et 33,496 ont obtenu satisfaction.

Le Gouvernement a avancé \$55,000,000 pour l'achat de terres et pour l'outillage nécessaire à ceux qui se sont établis comme colons.

On a payé en gratifications aux soldats démobilisés \$125,000,000 et on a alloué \$40,000,000 pour venir en aide aux soldats sans travail pendant les mois d'hiver de l'année courante.

A la date du 31 décembre, les pensions payées aux soldats rapatriés et aux familles s'élevaient à plus de \$41,000,000.

[M. McGregor.]

On peut donc parfaitement prétendre que le Gouvernement tient les promesses qu'il a faites avant les élections aux soldats revenus du front.

Il n'y a pas, monsieur l'Orateur, dans la Chambre un seul député qui ne soit prêt à accorder aux soldats rapatriés toute l'assistance qui sera raisonnable; nos désirs ne sont bornés que par la possibilité qu'a le pays de suffire aux paiements. Je n'ai aucune hésitation à dire qu'à mon humble avis et en présence de nos énormes obligations financières, le Canada s'est montré généreux envers ses soldats rapatriés et une grande majorité d'entre eux se rendent compte de la situation et reconnaissent que le pays, dans sa gratitude, a fait ce qu'il pouvait pour leur venir en aide. En ce qui me concerne, je ne le cède à personne pour reconnaître le mérite de nos vaillantes troupes et pour aider ceux qui le méritent, mais j'ai peu d'estime pour ceux qui cherchent en ce moment à exploiter les difficultés du soldat rapatrié.

A mesure que le monde émerge des horreurs dans lesquelles il a été comme englouti pendant les années mouvementées de la grande guerre un grand nombre se sentent déprimés parce que ce que nous appelons la reconstruction ne se fait pas en un jour; il s'en trouve qui semblent caresser le vain espoir que les pays qui ont été victimes des fléaux de la guerre et qui ont été accablés sous le poids de ses conséquences indescriptibles, devraient en sortir rapidement et par une sorte de magie se restaurer d'eux-mêmes dans des conditions normales. Il y en a d'autres, et ce n'est pas le petit nombre, qui s'imaginent être nés réformateurs, reconstructeurs et prophètes doués de connaissances infaillibles, possédant les remèdes sûrs et les panacées qui doivent immédiatement rétablir l'équilibre social, industriel, commercial et financier et rendre heureux et contents tous les hommes, les femmes et les enfants.

Je me permets de penser, monsieur l'Orateur, que ce dont nous avons besoin dans ce pays, comme dans d'autres contrées du globe, c'est une diminution importante dans le nombre des agitateurs politiques et sociaux qui maintiennent et agitent sans cesse le mécontentement; ce qu'il nous faut aussi c'est reconnaître la vérité que l'on ne peut rétablir les conditions normales en jetant de l'huile sur le feu.

Il n'existe pas à mon avis de chemin de traverse ou de sentier bordé de primevères conduisant à la restauration; il n'y a pas non plus de panacée politique et empirique